GUERRE DE SERBIE

*Trente-troisième circulaire à Messieurs les présidents et les membres
des Comités centraux de secours aux militaires blessés.*

Genève, le 8 juillet 1876.

Messieurs,

La *Société serbe de la Croix rouge*, dont nous vous avons annoncé la formation par notre circulaire du 14 juin dernier, sollicite aujourd'hui votre concours fraternel, à l'occasion de la guerre dans laquelle la Serbie se trouve engagée. Par un télégramme daté du 5 courant, le Comité central de Belgrade nous a informés de l'insuffisance du personnel médical et des secours de tous genres dont il dispose ; il nous a demandé en même temps de vous signaler ses besoins urgents, et c'est avec empressement que nous obtempérons à son désir. L'assistance mutuelle des sociétés de secours est, vous le savez, à la base de l'œuvre de la Croix rouge, aussi espérons-nous que celle de ces sociétés qui réclame aujourd'hui le bénéfice de cette noble résolution de la Conférence de 1863, recevra de vous l'aide qui lui est nécessaire.

Nous recommandons en même temps à votre sollicitude charitable la *Société monténégrine de la Croix rouge*, qui, de son côté, par le fait des derniers événements, se trouve aux prises avec de grandes difficultés.

Nous voudrions pouvoir profiter de la présente circulaire pour vous renseigner aussi sur les vœux de la *Société ottomane de secours aux blessés*, car nous nous préoccupons autant des soldats turcs que de leurs adversaires ; mais nous avons malheureusement tout lieu de croire que cette société a cessé d'exister depuis la mort de son fondateur, le Dr Abdullah Bey. C'est du moins ce que nous sommes autorisés à conclure du silence qu'elle garde depuis longtemps envers nous, malgré des invitations pressantes et réitérées à nous donner signe de vie ; des renseignements, que nous avons fait prendre à Constantinople même, nous ont d'ailleurs confirmés dans cette opinion. La Croix rouge n'a donc pas, pour le moment, de représentant en Turquie, et dès lors les sociétés des autres pays n'y

ont pas de correspondant attitré, auquel elles puissent adresser leurs dons avec une complète sécurité. Le Comité international, toutefois, ne se résigne pas à cet état de choses, et il multiplie actuellement ses démarches pour le faire changer. Quoi qu'il en soit, il se voit, à son grand regret, dans l'impuissance de vous indiquer aujourd'hui sous quelle forme et par quelle voie vous pourriez venir en aide aux blessés de l'armée turque.

Aussi longtemps que la guerre a été localisée dans l'Herzégovine, c'est-à-dire aussi longtemps qu'elle a eu le caractère d'une guerre civile, le Comité central turc aurait eu seul qualité pour agir dans cette province ; nous l'y avons fortement engagé, mais ce que nous venons de dire explique pourquoi son intervention a été nulle. Aujourd'hui que les Principautés de Serbie et du Monténégro prennent part à la guerre, les Comités centraux de Belgrade et de Cettigne ont eux aussi, et au même titre que le Comité de Constantinople, une tâche à remplir auprès de leurs armées nationales respectives, puisque ces armées ont le droit d'exister et possèdent une organisation entièrement distincte de celle de l'armée turque. Nous avons donc le ferme espoir que le cri de détresse dont nous nous faisons l'écho sera entendu des nations neutres, partout où la Croix rouge compte des représentants.

Ces derniers n'oublieront pas que l'idée-mère de leur œuvre est de faire planer la charité au-dessus des sympathies politiques ou religieuses, des rivalités nationales et des incertitudes du droit des gens. Sa place est partout où il y a des blessés qui souffrent. En accomplissant son devoir dans les circonstances actuelles, elle n'a, selon nous, à redouter ni de compromettre son drapeau, ni d'aller contre le vœu d'un gouvernement civilisé, quel qu'il soit.

Si nous insistons sur cette vérité, c'est qu'elle paraît être mécon nue par quelques personnes, qui viennent de fonder à Paris un nouveau *Comité international*, lequel se propose de recueillir, en France et ailleurs, des dons de toute nature, et annonce l'intention de les distribuer, sans distinction de religion ni de race, aux ambulances des armées en campagne, en s'inspirant des principes de la Convention de Genève. Mais n'est-ce pas là précisément une des attributions essentielles des sociétés de la Croix rouge, et celles-ci ne revendiqueront-elles pas pour elles-mêmes le beau privilège de

provoquer, de recevoir et de répartir aussi impartialement que possible les offrandes de leurs compatriotes?

Tant que l'organisation de la Croix rouge en Turquie sera aussi incomplète qu'elle l'est, il sera prématuré, pensons-nous, d'instituer l'*Agence internationale* ou *Bureau central de correspondance et de renseignements* que la Conférence de Berlin nous a chargés d'établir en cas de guerre. Cette Agence, en effet, ne serait utile qu'autant qu'elle pourrait entretenir des relations dans les deux camps et faciliter par ce moyen la répartition judicieuse des secours entre les belligérants. Nous ajournerons donc l'accomplissement de cette partie de notre mandat, sans la perdre de vue, et nous vous en entretiendrons ultérieurement s'il y a lieu.

Nous vous rappelons, en terminant, que tous les gouvernements européens sans exception ont signé la Convention de Genève. Ceux qui prennent part à la guerre actuelle ont donc le devoir de s'y conformer fidèlement, et le droit de réclamer de leurs ennemis l'observation des engagements pris.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Comité international de la Croix rouge :

Le Secrétaire,

G. ADOR.

Le Président,

G. MOYNIER.

LA RÉVISION DE LA CONVENTION DE GENÈVE

La convenance d'améliorer la Convention de Genève est admise aujourd'hui par tous les gouvernements qui l'ont signée; c'est du moins ce qui ressort avec évidence des délibérations de la Conférence de Bruxelles de 1874. Mais ce qui demeure incertain, c'est l'époque à laquelle ce travail de révision sera entrepris. La Déclaration de Bruxelles concernant les lois et les coutumes de la guerre, en même temps qu'elle a influé heureusement sur la Convention